

Communiqué
4 février 2026

Conseils de développement : moribonds... ou simplement sous-utilisés ?

Dans le dernier dossier de la revue DémocratieS, média engagé sur les enjeux de participation, le politiste Vincent Béal affirme, dans un entretien consacré à la démocratisation de l'intercommunalité, que les conseils de développement seraient « moribonds ! ».

Le propos frappe. Il interpelle. Mais il ne résiste pas à l'examen des faits. Ce diagnostic, aussi abrupt soit-il, est moins révélateur de la réalité des conseils de développement que d'une lecture partielle et trompeuse de la participation citoyenne aujourd'hui.

Au sein de la Coordination nationale des conseils de développement, que nous co-présidons, nous observons chaque semaine une réalité bien différente : des milliers de citoyens bénévoles engagés, des avis produits sur le climat, les mobilités, la santé, l'alimentation, l'emploi, la jeunesse, et des intercommunalités qui, lorsqu'elles associent réellement ces instances, prennent des décisions plus robustes et mieux acceptées.

Ce que certains interprètent comme un essoufflement est en réalité un problème d'intégration politique.

Les outils existent. Les lois de structuration territoriale, loi MAPTAM puis loi NOTRe, ont renforcé l'intercommunalité et donné une place à la participation citoyenne. Mais le pacte de gouvernance a souvent été utilisé pour organiser les relations entre élus... beaucoup moins pour structurer le dialogue avec la société civile.

Autrement dit : ce n'est pas la participation qui échoue, c'est la volonté politique de s'en saisir pleinement.

Quand une intercommunalité joue réellement le jeu, les résultats sont visibles.

La métropole de Grenoble Alpes métropole mentionnée dans l'article est souvent citée comme une exception. Ce n'est pas une exception : c'est une démonstration.

Démonstration que lorsque les habitants, les acteurs économiques, associatifs et sociaux sont associés en amont, les politiques publiques gagnent en pertinence, en acceptabilité et en efficacité.

À l'heure où la défiance démocratique progresse, où les tensions territoriales s'expriment plus fortement, affaiblir ces espaces de dialogue serait une erreur stratégique.

Les conseils de développement sont l'un des rares lieux pérennes où élus, société civile organisée et citoyens peuvent réfléchir ensemble, hors des logiques partisanes et des cycles électoraux.

Le débat ne devrait donc pas être : « faut-il encore des conseils de développement ? » Mais plutôt : pourquoi certains territoires se privent-ils encore de cette intelligence collective ?

La démocratie locale n'a pas besoin de moins de participation.
Elle a besoin de participation mieux reconnue, mieux outillée, et surtout mieux écoutée.

Les conseils de développement ne sont pas moribonds.

Ils sont plus nécessaires que jamais.

Dominique Chuffart, Christine Azankpo et Bruno Arbouet

Coprésidents de la Coordination nationale des conseils de développement